



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-irresistible-ascension-du>

Étranger

# L'irrésistible ascension du chômage

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 758 - juillet 1978 -

Date de mise en ligne : mercredi 3 septembre 2008

Date de parution : juillet 1978

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

## L'irrésistible ascension du chômage

EN 1974 et 1975, alors que l'économie de nombreux pays traversait la crise que nous connaissons, la réduction des échanges et de la production a poussé les entreprises à comprimer leurs frais, en licenciant une partie de leurs salariés. Elles n'avaient guère d'autre solution, ne pouvant agir sur les autres facteurs du coût de production qui sont, essentiellement, le coût de l'énergie et celui des matières premières.

Depuis lors, une « reprise » s'est amorcée. On pouvait en attendre des créations d'emploi, mais le total des chômeurs n'a cessé de croître comme le montre le tableau suivant, à l'exception des Etats-Unis.

En % de la population active :

	1973	1974	1975	1976	1977
Autriche	1,6	1,5	2,1	2	1,7
Belgique	2,3	2,6	4,5	5,8	6,5
Grande-Bretagne	2,8	2,9	4,4	7	7,5
France	2,6	2,7	4,1	4,6	5,2
Répub. Fédérale	0,9	1,5	3,6	3,6	3,5
Italie	3,7	3,1	3,6	6,4	7,2
Hollande	?	3,3	4,7	5,1	4,9
Espagne	2,2	2,3	4,1	5,1	5,3
Suède	2,5	2	1,6	1,6	1,7

Bien sûr, l'offre de main d'oeuvre sur le marché de l'emploi n'est pas stable et varie avec le taux de natalité. C'est ainsi que, juste après 1960, la population active a fortement augmenté à la suite du baby boom des années d'après-guerre pour décroître puis croître à nouveau vers 1975 avec la forte natalité des années 1960. Depuis 1965, les taux de natalité baissent de façon générale mais les effets ne se feront pas sentir avant au moins 1980. Et encore ! car, en même temps, le nombre des départs à la retraite va diminuer en raison du faible taux de natalité des années 20. De sorte que, faute d'action, on ne peut s'attendre à une contraction de l'offre de main d'oeuvre.

Ces pelées, ces galeux

## L'irrésistible ascension du chômage

Dans l'euphorie économique qui a succédé à la guerre, les grands pays européens ont laissé leur main d'œuvre s'accroître grâce à l'immigration de travailleurs dont beaucoup venaient d'Europe. Si bien que, lorsque ces travailleurs immigrés ont fait les frais de la récession, ils sont retournés chez eux, exportant ainsi le chômage à un autre continent.

### La lutte contre le sous-emploi

On a diminué le nombre d'heures de travail dans les années 50 et même 60, amélioré les avantages sociaux favorisant la retraite, allongé la scolarisation obligatoire, encouragé la poursuite des études au-delà de cette période. D'après l'OCDE, le nombre d'heures de travail qu'accomplit un travailleur dans sa carrière a baissé d'environ un tiers depuis 1950.

Depuis cette même date, le taux d'activité, c'est-à-dire le pourcentage de la population adulte qui recherche un emploi, ne représente plus, en moyenne, que les 2/3 de la population en âge de travailler (80 % en Suède mais 55 % en Italie). A partir de 1970, le nombre de femmes mariées cherchant un emploi a crû, si bien que la baisse du taux d'activité s'est trouvée freinée. Il semble baisser à nouveau, parce que le nombre des chômeurs découragés, qui passent dans la catégorie des inactifs, augmente.

### Les jeunes

Rapport entre les taux de chômage des moins de 25 ans et des adultes.

	1970	1976
Autriche	1,6	1,4
Belgique	?	1,7
Grande-Bretagne	1,2	3,4
France	1,3	2,6
Répub. Fédérale	0,8	1,7
Italie	0,9	3,3
Hollande	6,8	9
Espagne	3,3	3,8
Suède	2,2	3

La liste des mesures adoptées pour leur venir en aide est longue et témoigne de quelque imagination. Mais

## L'irrésistible ascension du chômage

---

quels résultats ? C'est ainsi que les gouvernements dispensent les employeurs de cotisations de sécurité sociale (France), fixent un quota de jeunes travailleurs par entreprise (Autriche), accordent une subvention à l'employeur (G.B., Suède), favorisent les mises à la retraite pour employer un jeune (Belgique, France), accordent des contrats de formation (Italie, Australie), organisent des stages de formation (Etats-Unis, France, G.B.), suscitent une coopération école-patrons (Etats-Unis, Japon), prolongent la scolarité obligatoire (Pays-Bas), créent des emplois (Etats-Unis, G.B., Canada, Danemark), versent des aides financières aux jeunes, même s'ils n'ont jamais occupé d'emploi (Suède, Etats-Unis, Canada, Belgique).

Ces mesures sont coûteuses, transfèrent la charge des employeurs aux contribuables et n'ont pas d'effets durables.

On en parle de plus en plus : il n'y a plus d'emplois pour tout le monde et il n'y en aura sans doute plus. Il est temps de repenser le problème dans sa totalité.\*

\* Cet article doit beaucoup à « The Economist ».